

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 08/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAITERIE DU VAL D'ANCENIS

ZI de l'Hermitage
BP 80169
44150 ANCENIS-SAINT-GEREON

Références : 2022-324

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement LAITERIE DU VAL D'ANCENIS implanté ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 ANCENIS-SAINT-GEREON. L'inspection a été annoncée le 14/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAITERIE DU VAL D'ANCENIS
- ZI de l'Hermitage BP 80169 44150 ANCENIS-SAINT-GEREON
- Code AIOT dans GUN : 0006300906
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED - MTD

La laiterie Val d'Ancenis est spécialisée dans la fabrication de beurre, de lait en poudre et de fromages. Son effectif est de 605 personnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- réseaux de collecte et rejets des eaux pluviales et eaux usées
- réexamen IED et rapport de base
- tri des déchets
- dispositif de confinement
- TAR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan des constats hors fiches de constats

Une demande de bénéfice d'antériorité, datée du 23/12/21, au titre de la rubrique 1510 porte sur un classement sous le régime de l'enregistrement sur la base de deux groupes d'IPD pour un volume total de 329 956 m3. Pour l'IPD C, le volume total du bâtiment est pris en compte, ainsi que le tonnage de combustible stocké, bien qu'un dispositif séparatif REI 120, en attente de certificat, soit représenté sur le plan en annexe. Par courrier du 18/01/22, l'exploitant a transmis un porter à connaissance relatif à l'extension de 430 m2 des bâtiments de l'atelier fromagerie. Ce courrier fait mention d'un classement au titre de la rubrique 1510 sous le régime de la déclaration pour un volume de 49 428 m3 et un tonnage de 2 500 tonnes de combustibles. Il est attendu de la part de l'exploitant une clarification de sa demande de bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 1510 intégrant

cette extension.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 4.2	/	Sans objet
Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 4.3	/	Sans objet
Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 4.1	/	Sans objet
Rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 6.2	/	Sans objet
Valeurs limites eaux pluviales non polluées	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 7.1	/	Sans objet
Réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-72	/	Sans objet
Rapport de base	Code de l'environnement du 27/01/2017, article L.515-30	/	Sans objet
Tri des déchets	Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-281	/	Sans objet
Zonage des dangers internes	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 21.2	/	Sans objet
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'enjeu priorité issu des constats est d'assurer le confinement de eaux d'extinction incendie et tout autres rejets accidentels, en particulier en mode dégradé pendant la phase de travaux d'extension des lagunes. Les différents constats établis soulignent globalement un déficit de maîtrise documentaires : le plan des zones à risques n'a pu être présenté, de même pour le plan des réseaux à jour, absence de consignes rédigées pour la gestion des rejets de la lagune sud, absence de plan de maintenance préventive des réseaux de collecte des effluents. Un plan d'action est en particulier attendu sur la gestion des eaux pluviales à travers leur collecte, leur séparation des autres effluents du site, de maintien du réseau et de la gestion des rejets au milieu.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation et de collecte de ses effluents. Ce plan, daté et régulièrement remis à jour, doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, postes de relevage, postes de mesure, les points de rejet notamment dans le réseau communal...
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des réseaux daté du 29/08/2018 qui n'intègre donc pas les travaux réalisés pour la création d'un nouveau bassin tampon. Le plan des réseaux n'est pas tenu à jour.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Les tableaux de suivi des analyses des eaux pluviales fournis par l'exploitant mentionnent notamment : <ul style="list-style-type: none">- un effondrement sur la zone COP du site pour le mois d'août 2020 pour lequel des dépassements majeurs des valeurs limites en DCO et MES sont constatés, respectivement 203 mg/l (valeur limite de 125 mg/l) et 80 mg/l (valeur limite de 35 mg/l), ainsi qu'une fin de travaux sur cette même zone en septembre 2020.- en 2021, plusieurs contrôles du réseau par passage caméras ITV sont mentionnés dans le tableau de suivi dont pour la même zone COP en avril et mai, mois pour lesquels des dépassements des valeurs limites en DCO et MES sont à nouveau constatés : DCO 287 mg/l et MES 112 mg/l en avril, DCO 228 mg/l et MES 76 mg/l en mai. Ces deux contrôles font état de déformation. De nouveaux travaux sur la zone COP sont mentionnés au mois de septembre. Les contrôles ITV menés sur la zone fromagerie et MSD en octobre et novembre n'ont pas donné lieu à des signalements. L'exploitant a précisé qu'une infiltration dans le réseau eaux pluviales des effluents de la NEP collectées dans le réseau eaux usées avait eu lieu. L'exploitant a indiqué un contrôle annuel du réseau de collecte des effluents industriels. L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un plan de maintenance préventive de ses réseaux précisant notamment les modalités de contrôles. Or les constats de détérioration du réseau au niveau de la zone COP, y compris post travaux de 2020, montrent un défaut de maîtrise de l'intégrité du réseau eaux pluviales au regard des prescriptions applicables.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, dispositions générales
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les diverses catégories d'eaux polluées. Des aménagements (dos d'ânes, etc.) sont notamment mis en place afin de limiter, au niveau des quais de dépotage ou des aires de lavage, l'entrée des eaux de pluie dans le réseau dédié à la collecte des eaux usées.
Constats : Toutes les eaux pluviales ne sont pas collectées dans le réseau eaux pluviales, certaines le sont dirigées vers le réseau eaux usées du site. Notamment les eaux pluviales de la zone de dépotage acide et base, ainsi que celles de la zone à proximité de la zone de dépotage du lait, sont collectées sans aménagement dans le réseau eaux usées du site.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales
Prescription contrôlée : <p>Les eaux de ruissellement en provenance des toitures, voies de circulation et de stationnement, sont collectées par le réseau eaux pluviales de l'établissement puis dirigées vers un dispositif de lagunage composé de deux bassins respectivement de 600 et 1000 m3 dont le second est étanché par membrane.</p> <p>Le bassin nord de 600 m3 recueille en continu les eaux de ruissellement de l'ensemble des établissements de la zone de l'Hermitage - eaux qu'il rejète par la suite via un fossé vers le Marais de la Grée.</p> <p>Le bassin sud de 1000 m3, sans exutoire, permet de confiner un éventuel déversement au niveau de la lagune par un système de vannes positionné à l'entrée de chaque bassin et chargé d'alimenter l'un ou l'autre des ouvrages.</p> <p>Le système de vannes est motorisé. Son fonctionnement est asservi à la mesure de la qualité des eaux de ruissellement. Ladite mesure est effectuée en continu par un système de détection redondant (pH et turbidité) disposé en entrée de lagune.</p>
Constats : <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté une modification de la gestion des rejets des eaux pluviales par rapport aux prescriptions applicables :</p> <ul style="list-style-type: none">- les eaux collectées dans le réseau eaux pluviales du site sont déversées dans la lagune sud, le bassin nord est by-passé- l'opératrice en charge du suivi des effluents du site, réalise ponctuellement des mesures dans la lagune sud (pH, DCO, MES), selon le niveau de son remplissage et les prévisions météorologiques. Elle détermine ainsi si un pompage doit être manuellement réalisé (300 m3 sur 8h) soit vers le milieu naturel ou soit le bassin de pré-traitement interne au site avant transfert vers la station urbaine de la Bigoterie. Elle donne si besoin la consigne de pompage au personnel d'astreinte le week-end.- un suivi des pompages de la lagune sud vers le milieu naturel et vers la station de pré-traitement est réalisé par l'opératrice : en janvier 2022 8 pompages ont été réalisés vers la station de pré-traitement (2 189 m3), 2 vers le milieu naturel (600 m3). <p>Il a été constaté un niveau de remplissage important du bassin sud, ainsi que l'absence de consignes au niveau du tableau de bord des vannes/pompages à proximité des deux bassins. Seule l'opératrice a été en capacité de préciser le fonctionnement des rejets en sortie de la lagune sud. Or cette lagune a également vocation à collecter et isoler les eaux d'extinction incendie ou autres effluents accidentels.</p> <p>Des travaux visant l'agrandissement de la capacité de lissage du débit de fuite vers le milieu des eaux pluviales du site doivent démarrer en mai. Durant cette phase de travaux impactant les deux bassins et les modalités de rejet au milieu, une marche dégradée doit être mise en place par l'exploitant pour préserver tout rejet non conforme au milieu.</p>
Observations : Post inspection, l'exploitant a transmis le 6 mai des éléments relatifs à la modification de ces installations : <ul style="list-style-type: none">- consignation de la vanne permettant le pompage des lagunes vers la Sortie STEP- schéma de principe de la gestion des EP pendant les travaux des lagunes
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites eaux pluviales non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales non polluées
Prescription contrôlée : Paramètres et valeurs limites MES : 35 mg/l DBO5 : 30 mg/l DCO : 125 mg/l Hydrocarbures totaux : 10 mg/l pH entre 5,5 et 8,5 Température < 30°C
Constats : Les résultats des analyses mensuelles réalisées en 2020 et 2021 sur les eaux pluviales montrent plusieurs non conformité des valeurs limites de rejets : - valeurs en DCO variant de 373 mg/l à 459 mg/l de juillet à septembre 2020, de 222 à 287 mg/l de mars à mai 2021, pour une valeur réglementaire de 125 mg/l, - valeurs en MES : 8 mesures sur 12 en 2020 sont supérieures à la valeur limite de 35 mg/l, dont 1 mesure en juillet de 178 mg/l, en 2021 7 mesures sur 12 sont non conformes dont 1 mesure en avril de 112 mg/l L'exploitant indique l'absence de rejet au milieu des eaux pluviales collectées dans la lagune nord sur la base des mesures effectuées en interne. En cas de non conformité, ces eaux sont pompées de la lagune vers le bassin de pré-traitement du site avant traitement par la station communale de la Bigoterie. La fréquence et l'amplitude des dépassements des valeurs limites applicables au rejet des eaux pluviales, issues du ruissellement des toitures et voiries du site, sont à traiter en lien avec les prescriptions visant la séparation des effluents et la maintenance des réseaux.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-72
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites effluents
Prescription contrôlée : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : Dans le dossier de réexamen IED daté du 26 janvier 2021, l'analyse de la MTD 12 portant sur la réduction des émissions dans l'eau, est basée sur la moyenne des trois rendements épuratoires annuels de 2017 à 2019 de la station d'épuration communale. Seuls les taux d'abattement réglementaires de la station sont à considérer dans le cadre du réexamen à savoir : 90 % pour les MES, 75% DCO, 80% DBO5, 70% N et 80% P. Ces taux, plus faibles que ceux considérés dans le dossier transmis début janvier, doivent être pris compte pour une mise à jour de l'analyse de la MTD12.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/01/2017, article L.515-30
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de base
Prescription contrôlée : <p>L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 512-6-1, les arrêtés prévus à l'article L. 181-12 et au dernier alinéa de l'article L. 181-14 précisent lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation les conditions de remise du site dans l'état constaté dans ce rapport.</p>
Constats : <p>Le rapport de base remis par l'exploitant fait état de pollution aux produits hydrocarbonés au niveau de l'ancienne installation de stockage et distribution de fioul, ainsi que d'une contamination provenant potentiellement d'une source localisée au niveau de l'atelier des services généraux. En l'absence d'ouvrages piézométriques, il n'est pas possible de s'assurer de l'absence d'une nappe superficielle, et si cette nappe existe, de sa contamination. Des analyses de qualité des eaux prélevées sur le forage permettraient de confirmer / d'infirmer cette hypothèse."</p> <p>L'exploitant n'a pas engagé d'investigations complémentaires concernant ces deux zones de pollution : un schéma conceptuel pour comprendre la relation entre les sources de pollution, les vecteurs de transferts et les enjeux identifiés, une interprétation de l'état des milieux (IEM) et un plan de gestion le cas échéant définis par la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Aucune mesure de suivi de la qualité des eaux souterraines n'a été mise en place.</p> <p>Outre les réseaux de collecte des effluents industriels et eaux pluviales, un réseau enterré d'eau glacée est présent sur site. L'exploitant doit statuer, notamment sur la base de la fiche de données de sécurité, sur le risque de pollution présenté par ce produit et l'intégrer le cas échéant au suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site.</p>
Observations : L'article 6bis de l'arrêté ministériel du 02/02/98 susvisé, applicable aux installations existantes au 01/07/23, impose aux exploitants d'installation visée par la directive IED, la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines et des sols si les substances ou mélanges dangereux pertinents visés au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement sont susceptibles de se trouver sur le site et de caractériser une éventuelle pollution, selon les modalités décrites respectivement aux articles 65 et 66 de cet arrêté. De même l'article 65 bis de cet arrêté impose au 01/07/23 une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution. Il est demandé à l'exploitant de se conformer à ces articles en anticipation de l'échéance du 01/07/23 et d'engager dès à présent une étude hydrogéologique préalable à la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines, considérant le contexte propre au site (état naturel et les éventuels aménagements du site ayant une incidence sur le contexte hydrogéologique), les substances pertinentes à surveiller (substances fabriquées, utilisées, stockées, etc.) compte tenu de l'activité actuelle et passée de l'installation ainsi que les enjeux et les usages associés aux eaux souterraines sur le site de l'installation et aux alentours de ce dernier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : TAR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, suites inspection 13/12/2021
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation
Constats : <p>L'exploitant précise que la TAR 609EVAP06 a été déracordée avec éléments démontés le 6 décembre 2021, elle n'est toutefois pas démantelée. Le circuit de refroidissement by pass cette TAR via un groupe froid. Il est prévu de la remplacer par une nouvelle TAR à l'horizon 2023 contrairement aux informations figurant dans le bilan annuel légionelle daté du 28/0/22. L'exploitant précise que la raison de l'atteinte du seuil de 100 000 UFC/l sur le prélèvement du 6 juillet 2021 est lié à un dysfonctionnement de la TAR et non du circuit associé.</p> <p>Le bilan annuel légionelles daté du 28/02/22 mentionne l'utilisation d'eau industrielle constituée majoritairement d'eaux récupérées pour les TAR 212EVAP08 et 609EVAP06. Il s'agit de condensat de l'évaporateur (charge organique) et d'eau refroidissement des cuves à stockage (AEP). Ces eaux sont traitées au chlore gazeux, le chlore libre résiduel fait l'objet d'un suivi, toutefois aucune valeur ou plage de conformité n'est définie par l'exploitant.</p> <p>Le mode de fonctionnement de la TAR 149EAUG18 précisé dans le bilan est "asservi à la demande de refroidissement de l'installation". Un système d'alerte est actif en cas d'une durée de non fonctionnement supérieure à 12h. Celle-ci a été fixée par l'exploitant sur la base de son retour d'expérience. En cas d'alerte, une procédure spécifique doit être mise en place par le technicien en charge du suivi du traitement de l'eau des TAR présent en heures ouvrées du lundi au vendredi (traitement choc). Cette procédure ne peut toutefois être mise en oeuvre le week-end. La surveillance renforcée de cette TAR suite au dépassement du 6 juillet a été arrêté le 16/12/21.</p> <p>Le rapport de vérification du 14/12/21 mentionne la mise à jour procédure d'entretien préventif (noter fréquence de nettoyage des tubing qui alimente en eau l'analyseur de chlore). L'AMR a été mise à jour le 17/08/21.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tri des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/07/2021, article D.543-281
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p> <p>Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation.</p>
Constats : <p>Les constats, déjà réalisés lors de l'inspection du 13 décembre 2021, à savoir la présence de déchets plastiques, visés par les obligations de tri à la source, dans une benne tout-venant, perdurent.</p> <p>Trois bennes de déchets identifiées comme des déchets résiduels "non recyclable" contenaient des déchets d'emballage carton et des déchets plastiques.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zonage des dangers internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques, Zonage des dangers internes à l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Il tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux. etc.). La nature exacte du risque (atmosphère nocive, atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan de secours s'il existe.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le zonage des zones à risques du site, bien qu'une demande de mise à disposition de celui-ci ait été formulée dès l'annonce des thèmes de contrôle en amont de la visite d'inspection.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2005, article 25.2
Thème(s) : Risques chroniques, Confinement
Prescription contrôlée : <p>Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, etc., le bassin sud de la lagune présentée au TITRE III 6.2., à laquelle est raccordé le réseau de collecte des eaux pluviales, est capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doivent pouvoir rejoindre ce bassin de confinement.</p> <p>L'exploitant dispose d'équipement(s) permettant d'obturer en dernier recours le canal en sortie de la lagune afin d'éviter tout rejet susceptible d'être pollué vers le marais de la Grée.</p> <p>Les modalités de fonctionnement de la lagune font l'objet de consignes précises et écrites pour le personnel de la société chargé de toute intervention sur l'ouvrage (suivi, contrôle, vidange, fermeture des vannes, etc.).</p>
Constats : <p>Il a été constaté un niveau élevé de remplissage de la lagune sud ne laissant que peu de capacité de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction. L'exploitant n'a pas notamment été en capacité de démontrer que le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est maintenu disponible et opérationnel sur site.</p> <p>Les consignes de fonctionnement de cette lagune, en particulier en période transitoire liée aux travaux d'agrandissement de la capacité de recueil des premiers flots d'eaux pluviales, ne sont pas rédigées et donc pas affichées. Seule la technicienne en charge du traitement des eaux sur site connaît les consignes de gestion de la lagune et plus globalement des modalités de rejets soit vers le marais soit vers la station de prétraitement. En cas d'absence, notamment le week-end, aucune garantie n'a pu être apportée par l'exploitant sur l'absence effective de rejets pollués au milieu en cas d'accident sur site dont un incendie.</p>
Observations : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis par mail du 6 mai des éléments relatifs à la consignation de la vanne de transfert de la lagune vers la sortie station, un schéma de principe de gestion des eaux pluviales pendant la phase de travaux des lagunes intégrant le confinement des eaux susceptibles d'être polluées suite à un incident sur site. Un objectif est le maintien d'un volume disponible en permanence de 400 m3 (volume calculé selon la méthode D9A) pour pouvoir contenir les eaux d'extinction en cas d'incendie a été déterminé par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet